

Cote du document: EB 2015/116  
Date: 2 mars 2016  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Procès-verbal de la cent seizième session du Conseil d'administration

### Note pour les représentants au Conseil d'administration

#### Responsables:

#### Questions techniques:

Ra it Pertev  
Secrétaire du FIDA  
téléphone: +39 06 5459 2254  
courriel: r.pertev@ifad.org

#### Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés  
Responsable du  
Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb\_office@ifad.org

## Table des matières

	Paragraphe	Page
I. Introduction	1-2	1
II. Ouverture de la session	3-9	1-3
III. Décisions du Conseil d'administration	10-118	3-21
A. Adoption de l'ordre du jour	10	3
B. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2016; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2016 et plan indicatif pour 2017-2018 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTe et le SAFF	11-27	3-6
C. Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 – Favoriser une transformation inclusive et durable du monde rural	28-34	6-7
D. Évaluation	35-37	7-8
E. Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) et Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE)	38-49	8-9
F. Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et évaluation du programme de pays	50-52 53	9-10 10
G. Ressources disponibles pour engagement	54-64	11-13
H. Propositions de projet/programme présentées au Conseil d'administration	65-79	13-15
I. Questions financières	80-83	15-16
J. Collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome		
K. Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA en 2017-2018	84	16
L. Rapport sur la modalité d'hébergement du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	85	16
M. Rapport du président sur la deuxième réunion du Groupe de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance	86-88	16-17
N. Rapport de situation du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance	89	17

O.	Projet d'ordre du jour provisoire de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs	90-92	17
P.	Questions diverses	93-115	17-20
Q.	Clôture de la session	116-119	20
IV.	Documents présentés pour information	120	20
V.	Informations fournies dans le cadre du principe d'adaptation à l'objectif visé		21

#### Annexes

I.	Délégations à la cent seizième session du Conseil d'administration		22
II.	Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa cent seizième session		36
III.	Ordre du jour		40

## Procès-verbal de la cent seizième session du Conseil d'administration

### I. Introduction

1. La cent seizième session du Conseil d'administration s'est tenue à Rome les 16 et 17 décembre 2015. La liste des délégations figure à l'annexe I.
2. Le Conseil d'administration a été saisi des documents énumérés à l'annexe II.

### II. Ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour)

3. Le Président Kanayo F. Nwanze ouvre la cent seizième session et souhaite la bienvenue au sein du Conseil d'administration aux représentants nouvellement accrédités du Brésil, du Libéria, de la Suède et de la Suisse, ainsi qu'à tous les autres délégués et observateurs qui assistent au Conseil depuis la salle d'écoute. Il note que cette session n'est pas seulement la dernière de l'année 2015, mais aussi la dernière de la période couverte par la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9). Le Président informe les représentants des blessures subies par M. Tazwin Hanif, Ministre conseiller pour les Affaires multilatérales et Représentant permanent suppléant de la République d'Indonésie auprès du FIDA, lors de l'incendie qui s'est déclaré dans les locaux de l'Ambassade d'Indonésie, le 2 décembre<sup>1</sup>.
4. Après une brève récapitulation des faits saillants de la session de septembre, le Président présente les nouveaux membres de l'équipe dirigeante du FIDA: M. Périn Saint-Ange, Vice-Président adjoint, Département gestion des programmes (PMD); M. Shahin Lauritzen, Vice-Président adjoint, Département des opérations financières; M. Henock Kifle, Vice-Président adjoint et Chef de cabinet, Bureau du Président et du Vice-Président; M. Pierre Moreau-Peron, Directeur de la Division des ressources humaines; M. Luis Jiménez-McInnis, Directeur de la Division des partenariats et de la mobilisation des ressources; et M. Liam Chicca, Conseiller spécial auprès du Président.
5. Le Président présente des informations actualisées sur l'avancement des activités en 2015 au titre de FIDA9:
  - a) Opérations dans les pays
    - i) Le volume des prêts et des dons approuvés au cours de l'année 2015 a atteint le plus haut niveau jamais enregistré: 1,38 milliard d'USD, y compris les projets approuvés lors de la cent seizième session. Cela signifie que le programme de prêts et dons pour la période de FIDA9 s'élèvera donc au total à 3,09 milliards d'USD, dépassant largement la cible de 3 milliards d'USD, et permettant ainsi au FIDA d'atteindre, selon les estimations, 110 millions de ruraux pauvres, chiffre supérieur à la cible de 90 millions de ruraux pauvres fixée pour FIDA9.
    - ii) Des progrès significatifs ont été accomplis dans le sens du changement du modèle opérationnel, passant d'une organisation "romancentrée" à un modèle axé sur la décentralisation des opérations du FIDA, avec la création, en 2011, d'une Unité d'appui sur le terrain; la présence dans les pays s'est accrue: alors que l'on comptait 14 chargés de programme de pays détachés sur le terrain au début de FIDA9, le total est aujourd'hui de 41 bureaux de pays déjà établis, et il est prévu de le porter à 50. Le personnel des bureaux de pays compte près de 100 personnes, et 45% du personnel régional de PMD exerce désormais ses activités sur le terrain plutôt qu'à Rome. Les bureaux de pays ont rapproché le FIDA de ses clients, amélioré la gestion de son portefeuille

<sup>1</sup> Nous sommes au regret d'informer les représentants que M. Tazwin Hanif est décédé le 25 décembre 2015.

et renforcé la concertation sur les politiques avec les parties prenantes du FIDA.

- iii) La contribution du FIDA à la réduction de la pauvreté rurale et à l'amélioration de la résilience des petits exploitants agricoles est de plus en plus reconnue par les parties prenantes; ce fut le cas, par exemple, à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue à Addis-Abeba au mois de juillet.
  - b) **Stratégie et gestion des savoirs.** Le FIDA a participé pleinement aux processus mondiaux d'élaboration des politiques, comme l'établissement du programme pour l'après-2015 à la Conférence sur le financement du développement tenue à Addis-Abeba, à l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 lors de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, et aux activités qui ont eu pour cadre l'Expo 2015 à Milan. Par ailleurs, et conformément aux engagements pris au titre de FIDA9, des travaux d'avant-garde ont été entrepris en matière d'évaluation de l'impact, et leurs conclusions seront présentées au Conseil en avril 2016.
  - c) **Gestion financière et mobilisation des ressources.** D'importants progrès ont été réalisés dans l'application du Programme de changement et de réforme lancé en 2009 pour renforcer la capacité de gestion financière du FIDA. Il s'agit notamment de la mise au point d'un modèle financier robuste pour FIDA9, ensuite affiné et utilisé pour FIDA10; de la préparation de l'Exposé de la Politique de placement du FIDA et de son examen annuel par le Conseil, qui a fourni des directives claires sur la manière dont les ressources du FIDA doivent être gérées; et de la réussite de la négociation par le FIDA d'instruments de financement tels que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire en 2011; l'Accord-cadre avec la banque de développement KfW en 2014; et, en particulier, le Cadre d'emprunt souverain, qui a constitué en 2015 un événement marquant en cela qu'il permettra au FIDA de diversifier sa base de ressources et d'utiliser ses ressources de base comme levier.
  - d) **Services institutionnels.** Deux faits saillants sont cités:
    - i) un solide programme de réforme des ressources humaines est en place, et l'indice de participation du personnel est demeuré élevé en 2015;
    - ii) le FIDA est devenu la première institution des Nations Unies à recevoir une certification "platine" du système de normalisation "Leadership in Energy and Environmental Design" (LEED) pour les travaux effectués en vue de réduire l'empreinte écologique de son siège.
  - e) Enfin, une journée de réflexion a réuni en avril 2015, pour la toute première fois, le Conseil d'administration et la direction du FIDA. Cette journée de réflexion a permis de déterminer des domaines d'action conjointe et a débouché sur un engagement à renforcer la relation de collaboration stratégique et axée sur les résultats. À l'avenir, cette manifestation se tiendra annuellement.
6. Un bref résumé des activités et des voyages officiels récents du Président est présenté au Conseil. Le Président a entrepris, au cours de l'année 2015, un plaidoyer mondial en faveur des petits exploitants agricoles et d'autres populations rurales, dans le cadre de visites effectuées dans 22 pays et à des projets du FIDA. Il a fait au total 52 déclarations, parmi lesquelles des exposés d'orientation générale dans divers pays et des conférences dans des instituts de savoirs.
7. Le Président évoque l'image publique du FIDA, et fait référence à une récente enquête sur les organisations de développement, réalisée par AidData et qui a placé le FIDA au premier rang en termes de performance dans le domaine de la politique de développement agricole et au deuxième rang pour son influence sur la détermination des programmes.

8. À propos de la collaboration avec les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (OSR) en 2015, le Président note que l'effort mondial de plaider a été renforcé par l'étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial. Les OSR ont collaboré à l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 et ont organisé des manifestations parallèles conjointes lors de la Conférence sur le financement du développement, en juillet 2015, et de l'Expo 2015 à Milan; elles ont aussi participé conjointement, au cours de l'Assemblée générale de septembre 2015, à la manifestation parallèle de haut niveau intitulée "Mobiliser la génération Faim Zéro".
9. Enfin, le Président assure le Conseil que les efforts se poursuivront afin de consolider les nombreuses réformes lancées au cours des années précédentes et de faire en sorte que le FIDA demeure une institution innovante, efficace et efficiente. Il exprime ses remerciements au personnel du FIDA dont le dévouement et le travail assidu ont permis d'atteindre les résultats obtenus en 2015 et au cours de FIDA9.

### III. Décisions du Conseil d'administration

#### A. Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)

10. Le Conseil d'administration adopte l'ordre du jour tel qu'il figure dans le document EB 2015/116/R.1/Rev.1, modifié comme suit:
  - a) Point 9 de l'ordre du jour – Propositions de projet/programme soumises à l'attention du Conseil d'administration:
    - i) adjonction d'une proposition de financement supplémentaire en faveur de la République islamique du Pakistan pour le Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab (EB 2015/116/R.40 + Add.1);
    - ii) adjonction du Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR) en République argentine qui, à la demande d'un représentant au Conseil, sera examiné à la cent seizième session et non par le biais de la procédure de défaut d'opposition(EB 2015/116/R.41 + Add.1); et
    - iii) suppression du Projet de développement territorial durable au Pérou, afin de laisser un délai suffisant pour la tenue des négociations dans le pays.
  - b) Point 17 de l'ordre du jour – Questions diverses:
    - iv) adjonction d'un point concernant une proposition visant à permettre à tous les États membres d'assister aux séminaires informels du Conseil d'administration, sur suggestion du Secrétaire du FIDA; et
    - v) adjonction d'un point intitulé Tirer parti des bonnes pratiques: procédures relatives à l'élection du Président du FIDA, sur suggestion de la représentante du Royaume-Uni.

#### B. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2016; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2016 et plan indicatif pour 2017-2018 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTTE et le SAFF (point 3 de l'ordre du jour)

11. Le Conseil d'administration examine le programme de travail et les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2016, le programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2016 et le plan indicatif pour 2017-2018 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et les rapports de situation sur l'Initiative PPTTE et le SAFF (EB 2015/116/R.2 + Add. 1) ainsi que les rapports y afférents du Comité d'audit (EB 2015/116/R.3). Le Conseil

d'administration prend note des synthèses présentées respectivement sur ce point par les présidents du Comité d'audit et du Comité de l'évaluation.

12. Les représentants se félicitent que les réactions et les priorités des organes directeurs aient été dûment prises en compte dans ces documents, et saluent les efforts déployés à ce jour afin d'évaluer la prise en considération de la problématique hommes-femmes dans les prêts du FIDA et, à compter de 2017, également dans les activités financées sous forme de dons. Ils saluent par ailleurs l'adoption, par la direction, de mesures destinées à allouer des ressources additionnelles à 35 projets à risque, en particulier dans des États fragiles, dans une optique de renforcement de l'efficacité.
13. Le Conseil accueille favorablement le programme de travail et budgets proposés et prend acte de la diminution du budget global à hauteur de 3,2%, de la réduction de l'augmentation réelle du budget – de 2,1% dans l'aperçu général à 1,7% – ainsi que de la proposition finale de budget d'investissement pour 2016, à savoir 2,4 millions d'USD. Le Conseil félicite la direction pour l'amélioration de l'efficacité, les dépenses d'administration ayant augmenté de 3% seulement alors que le portefeuille avait augmenté de 16% au cours des trois dernières années.
14. Le Conseil, tout en notant que l'augmentation réelle à hauteur de 1,7% dérive principalement des dépenses de fonctionnement liées aux engagements pris dans le cadre de la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10), rappelle que, s'agissant du budget administratif, l'objectif doit rester celui de la croissance réelle zéro.
15. En réponse à une question concernant l'introduction du troisième ratio d'efficacité, la direction explique que celui-ci vient compléter les deux ratios existants et est destiné à permettre une comparaison des ratios d'efficacité pour pouvoir assurer le suivi des améliorations. Il s'agit là d'une bonne pratique en vigueur au sein d'autres institutions financières internationales (IFI). Par ailleurs, faisant suite à une demande d'informations plus détaillées concernant les indices de prix utilisés pour actualiser les chiffres relatifs aux budgets, la direction rappelle que cette question a été examinée attentivement lors de la récente réunion du Comité d'audit et a attiré l'attention sur le fait que la méthodologie appliquée au FIDA soutient avantageusement la comparaison avec les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (OSR). Comme il a été recommandé lors de la réunion du Comité d'audit, la direction suivra de près l'évolution de cette méthodologie au cours des deux ou trois prochains cycles budgétaires avant de la revoir.
16. Même s'ils considèrent que l'accroissement notable à hauteur de 6,6% du programme de prêts et dons du FIDA pour 2016-2018 – qui s'établit désormais à 3,2 milliards d'USD pour la période couverte par FIDA10 – constitue une évolution positive, les représentants demandent des précisions quant au volume d'emprunt souverain envisagé pour pouvoir atteindre ce niveau. La direction annonce qu'une évaluation sera entreprise début 2016, une fois que toutes les données relatives à FIDA9 seront disponibles, afin de déterminer le niveau cible de l'emprunt souverain. Le volume des fonds ainsi empruntés restera toutefois en deçà des limites établies dans le Cadre d'emprunt souverain et sera pleinement conforme aux directives établies par le Conseil. Par ailleurs, la direction précise que tout emprunt souverain sera en accord avec la résolution adoptée par la Consultation sur FIDA10 et devra être approuvé par le Conseil.
17. Les représentants demandent également des éclaircissements concernant les allocations à l'Afrique subsaharienne au titre du Système d'allocation fondé sur la performance, vu l'objectif de 40% à 50% fixé pour la période 2016-2018. La direction explique qu'il est effectivement prévu d'affecter en 2016 à la sous-région 51% du volume des ressources et pratiquement la même proportion de projets.
18. Le Conseil prend note des informations actualisées qui ont été fournies concernant la mise au point d'instruments plus adaptés aux pays à revenu intermédiaire (PRI). À cette fin, le Département des opérations financières (FOD) et le Département gestion des programmes (PMD) travaillent à l'heure actuelle à la mise en place d'un

instrument de prêt dans une monnaie unique qui, on l'espère, correspondra mieux aux besoins et exigences des États membres. Par ailleurs, des travaux viennent tout juste de démarrer en vue du renforcement des mécanismes de garantie et du suivi constant de l'assistance technique remboursable.

19. Le Conseil se dit préoccupé par le fait que les efforts de décentralisation déployés par le FIDA restent un facteur de coût important et que, sur les 10 bureaux de pays approuvés pour 2014-2015, seul un a été mis en place. En réponse à cela, la direction précise que l'importance accordée en 2011 à la présence dans les pays a évolué vers une approche de bureaux de pays décentralisés, ce qui suppose la création de bureaux de l'organisation, avec un appui aux programmes, des aspects financiers, une délégation plus importante des pouvoirs et responsabilités ainsi que la délocalisation de plus de la moitié des chargés de programme de pays. Ces bureaux comportent également le versement d'une contribution annuelle de 700 000 USD environ au système des Nations Unies.
20. Quant à l'apparente lenteur du rythme d'établissement des bureaux de pays, le Conseil est informé que des accords avec le pays hôte ont été signés pour quatre des 10 nouveaux bureaux, à savoir le Cambodge, la Côte d'Ivoire, l'Indonésie et le Maroc, et que les dépenses relatives à ces bureaux seront inscrites au budget de 2016. La signature des accords avec le pays hôte a subi des retards qui se sont répercutés sur la mise en place des bureaux de pays; la direction demande aux représentants au Conseil d'apporter un appui à l'accélération du processus. De plus, dans certains pays, il est nécessaire de prendre en compte des considérations de sécurité. Les informations actualisées qui seront fournies prochainement sur la stratégie de décentralisation institutionnelle contiendront une ventilation des coûts par pays et des plans pour l'ouverture de nouveaux bureaux dans d'autres pays. Les représentants disent par ailleurs attendre avec impatience l'évaluation au niveau de l'institution qu'IOE présentera au Conseil sur cette question. Pour un complément d'information, les représentants au Conseil sont invités à consulter la Stratégie du FIDA concernant la présence dans les pays (2014-2015), que le Conseil a approuvée à sa cent dixième session, en décembre 2013.
21. Dans le droit fil des engagements pris au titre de FIDA10, les représentants font observer que le FIDA devrait consacrer ses propres ressources à l'appui en faveur de la Coopération sud-sud et triangulaire et demandent que, à partir de 2016 et ce chaque année, les ressources en question soient présentées séparément dans le budget et dans le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE).
22. Le Conseil accueille favorablement le budget d'IOE pour 2016, qui s'élève à 5,6 millions d'USD, soit une diminution nominale de 6,6% et une augmentation réelle de 1,4% par rapport au budget de 2015. Il félicite IOE pour avoir contenu son budget dans les limites de 0,6% du programme de prêts et dons du FIDA prévu, soit bien en deçà du plafond de 0,9% fixé par le Conseil en 2008.
23. Les représentants saluent la prise en compte par IOE des questions de parité hommes-femmes et prennent acte du fait que, dans le droit fil de la méthodologie adoptée par la direction du FIDA, le document d'IOE pour 2016 inclue aussi un budget reflétant la prise en compte de la problématique hommes-femmes. Le Conseil dit attendre avec impatience le rapport de synthèse d'évaluations conjointes sur l'égalité des sexes qui, sous l'égide d'IOE, sera préparé par les OSR.
24. En réponse à une demande formulée par le Conseil, IOE précise que sa mission et sa vision, nouvellement formulées, aidera de fait le FIDA à mettre en œuvre son Cadre stratégique et IOE à promouvoir la réalisation des objectifs plus généraux établis dans la Politique de l'évaluation. Ces nouvelles mission et vision ouvriront notamment la voie à un ciblage plus précis des priorités établies dans le cadre de FIDA10 telles que le changement climatique, la reproduction à plus grande échelle et l'égalité des sexes; à l'adoption d'une approche plus rigoureuse en termes de mesure des résultats par le biais des évaluations de l'impact; et à une attention renforcée à l'apprentissage.

25. Concernant les implications concrètes du séminaire technique organisé en novembre 2015 sur le renforcement de l'évaluabilité de l'objectif de développement durable n° 2 (ODD 2), IOE annonce qu'un programme d'évaluation sera élaboré de concert avec les autres OSR sur la base des indicateurs que l'Assemblée générale des Nations Unies établira en avril 2016.
26. En conclusion, le Conseil d'administration approuve:
- a) le programme de travail du FIDA pour 2016, d'un montant de 643 millions de DTS (soit 900 millions d'USD), englobant un programme de prêts de 607 millions de DTS (soit 850 millions d'USD) et un programme brut de dons de 50 à 60 millions d'USD. Le programme de travail est approuvé à des fins de planification et sera ajusté dans le courant de 2016 en fonction du montant des ressources disponibles;
  - b) le programme de travail proposé pour IOE en 2016, assorti du plan indicatif pour 2017-2018;
  - c) la présentation, à la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs, du budget administratif englobant:
    - i) le budget ordinaire du FIDA pour 2016 à hauteur de 146,71 millions d'USD;
    - ii) le budget d'investissement du FIDA pour 2016 à hauteur de 2,4 millions d'USD; et
    - iii) le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2016 à hauteur de 5,67 millions d'USD.
27. Le Conseil d'administration recommande également que le rapport de situation sur la participation du FIDA à l'Initiative PPTTE ainsi qu'un rapport de situation sur la mise en œuvre du SAFF, sur la base du rapport figurant dans le document EB 2015/116/R.2 et de son additif contenant les notes de pays pour 2015 et les allocations par pays pour 2016-2018, soient présentés, pour information, à la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs.

### C. Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 – Favoriser une transformation inclusive et durable du monde rural (point 4 de l'ordre du jour)

28. Le Conseil d'administration examine le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 – Favoriser une transformation inclusive et durable du monde rural, tel qu'il figure dans le document EB 2015/116/R.4. Les pays de la Liste C expriment leur appui à l'orientation générale du cadre et estiment que le document donne une image fidèle du terrain d'entente établi durant la Consultation sur FIDA10; quant aux représentants de la Liste A, ils proposent de renforcer le libellé de la définition de l'objectif général et des objectifs stratégiques, en particulier aux paragraphes 35, 36 et 37, afin de mettre l'accent sur la nécessité, pour le FIDA, de centrer son action sur les populations pauvres au sein de la population rurale au sens large.
29. Les pays de la Liste A mettent également l'accent sur le fait que le Cadre stratégique devrait envisager des voies afin que les PRI de la tranche supérieure s'orientent vers l'obtention de financements à des conditions moins favorables, vers l'assistance technique remboursable et vers les activités hors prêts. Les PRI de la tranche supérieure disposent d'une capacité notable de mobilisation de ressources, nationales et autres, au profit de la lutte contre la pauvreté rurale, et cette capacité pourrait être exploitée. Par ailleurs, les représentants de la Liste A, notant que le cadre ne fait référence à aucune approche spécifique vis-à-vis des pays les moins avancés (PMA), demandent qu'il soit fait plus explicitement référence à l'engagement pris par le FIDA d'appuyer les segments les plus pauvres et les plus faibles de la communauté internationale, conformément au Programme d'action d'Istanbul en faveur des PMA. Ils demandent également à ce que soient dûment mentionnés, dans le document, le développement économique des pays

bénéficiaires et le caractère évolutif de la composition des sources de financement. Dans un même ordre d'idées, les représentants de la Liste A rappellent à la direction que le Conseil attend de recevoir, comme cela est indiqué dans le Rapport de FIDA10, des informations actualisées sur l'engagement du FIDA dans les PRI.

30. Le Conseil prend note de l'explication fournie par le Conseiller juridique, à savoir que l'article 7 de l'Accord portant création du FIDA stipule que l'octroi de l'aide doit être fonction de "critères économiques et sociaux objectifs, une place particulière étant faite aux besoins des pays à faible revenu" et que cet article fait par conséquent référence au développement économique.
31. Les représentants de la Liste A accueillent favorablement la possibilité d'adopter de nouveaux produits financiers tels que les apports directs de capitaux propres et les garanties de crédit, comme cela est envisagé dans le document, mais rappellent à la direction de tenir le Conseil d'administration informé de ses intentions à cet égard et demandent que l'incidence en termes de dotation en effectifs, de compétences ainsi que de contrôle interne et de gestion des risques soit prise en compte lors des discussions portant sur ces nouveaux produits.
32. Certains représentants demandent des précisions concernant le lien hiérarchique entre Cadre stratégique et Cadre de mesure des résultats (CMR) de FIDA10 ainsi que concernant la manière de concilier le fait que ces deux cadres portent sur des périodes différentes; la direction confirme que, une fois que le Cadre stratégique sera approuvé, le CMR sera revu à la lumière tant du Cadre stratégique que des résultats de l'évaluation de l'impact de FIDA9.
33. Un document de séance est préparé sur la base des requêtes formulées par la Liste A. Le Conseil se dit prêt à approuver le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, sous réserve de trouver un accord sur une formulation adéquate des paragraphes 88 et 98; la direction est chargée de travailler avec les représentants à l'élaboration dudit texte.
34. La direction se félicite que les représentants aient vivement insisté sur la nécessité de rattacher le Cadre stratégique au Programme 2030 et sur le fait que l'action du FIDA était exclusivement centrée sur les populations rurales pauvres. Par ailleurs, la direction donne au Conseil l'assurance que, si cela se révélait nécessaire, le Cadre stratégique serait revu avant 2020.

#### D. Évaluation (point 5 de l'ordre du jour)

- a) i) et ii) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur les quatre-vingt-neuvième et quatre-vingt-dixième sessions
35. Le Conseil d'administration prend note des informations contenues dans les rapports du président du Comité de l'évaluation sur les quatre-vingt-neuvième et quatre-vingt-dixième sessions, tels qu'ils figurent dans les documents EB 2015/116/R.5 et EB 2015/116/R.6, respectivement.
36. Concernant la procédure d'établissement, d'approbation et de communication des comptes rendus du Comité de l'évaluation qui est proposée, le Conseil prend acte du fait que le Comité a avalisé la proposition préparée par le Bureau du Secrétaire visant à limiter ses documents officiels écrits aux procès-verbaux, qui seront communiqués au Conseil d'administration, et à ne plus rédiger de rapport du président du Comité. Le président du Comité continuera à présenter un rapport oral au Conseil d'administration, sur la base du procès-verbal, lors de la session du Conseil d'administration qui suit celle du Comité.
- b) Révision de la Politique de l'évaluation au FIDA
37. Conformément à la décision prise par le Conseil d'administration lors de sa cent quinzième session, en septembre 2015, celui-ci approuve la modification qu'il est proposé d'apporter au paragraphe 54 de la Politique de l'évaluation au FIDA, selon laquelle, à compter de 2016, le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) et le RIDE seront présentés en septembre et non plus en décembre. En conséquence, le paragraphe 54 de la Politique de l'évaluation (2011)

sera modifié comme suit: "Chaque année, IOE soumettra le RARI à la direction du FIDA, puis au Comité de l'évaluation et au Conseil d'administration à leurs sessions de septembre".

- E. Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) assorti de la réponse de la direction (point 5 d) de l'ordre du jour) et Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) assorti des observations du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (point 6 de l'ordre du jour)
38. Le Conseil d'administration examine le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) assorti de la réponse de la direction audit rapport, tel qu'il figure dans le document EB 2015/116/R.9 + Add.1, ainsi que le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) assorti des observations du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, tel qu'il figure dans le document EB 2015/116/R.10 + Add.1.
  39. Le Conseil accueille favorablement ces documents, félicitant IOE et la direction pour les innovations qui y sont contenues, tant en termes de teneur que de présentation, et saluant l'amélioration de la performance au regard de la plupart des indicateurs, comme il ressort clairement desdits rapports. Des améliorations restent possibles dans des domaines tels que l'efficacité et la durabilité des avantages, et la direction est invitée à aller de l'avant sur cette voie moyennant l'adoption des mesures nécessaires. Le Conseil prend acte par ailleurs des délibérations du Comité de l'évaluation sur ces deux points, comme il est indiqué dans le rapport du président du Comité.
  40. Le Conseil félicite IOE pour avoir préparé le RARI en interne et pour avoir illustré les progrès accomplis au regard de certaines priorités pour la période couverte par FIDA9. Le Conseil prend acte du fait que le RARI repose sur une analyse statistique plus pointue et apprécie particulièrement la comparaison entre pairs des rapports d'achèvement de projet et des validations conduites par IOE.
  41. Les représentants félicitent la direction sur les points suivants: i) la note très satisfaisante obtenue par certains projets financés par le FIDA s'agissant de la prise en compte de la problématique hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes, tout en soulignant combien il est important d'améliorer les notes dans ce domaine dans toutes les opérations du FIDA, et notamment de garantir la collecte plus systématique de données ventilées par sexe; ii) l'amélioration de la performance moyenne des projets depuis 2008; iii) l'évolution positive des notes dont il est fait état dans le RARI; et iv) la performance du FIDA en tant que partenaire efficace et l'impact positif de la décentralisation. Concernant cette dernière, le Conseil invite la direction à renforcer encore les bureaux décentralisés, et à forger des partenariats plus stratégiques avec d'autres organismes de développement, y compris les OSR.
  42. Le Conseil met également l'accent sur la nécessité d'améliorer l'efficacité opérationnelle du FIDA, et prend note des domaines dans lesquels des améliorations sont nécessaires, tels qu'illustrés dans le RARI. La direction est invitée à examiner attentivement les constats d'IOE concernant les approches de projet susceptibles de promouvoir la durabilité des résultats afin d'apporter une solution au problème récurrent des insuffisances en termes de suivi-évaluation (S&E) et de favoriser une adhésion majeure des gouvernements nationaux sur les questions relatives à la gestion des ressources naturelles. À cet égard, la direction fait part d'un certain nombre de mesures en cours d'adoption afin de régler les problèmes liés au S&E.
  43. Le Conseil demande à la direction et à IOE de veiller à harmoniser leurs points de vue sur des concepts tels que les stratégies de retrait, le traitement de la fragilité et la définition de la reproduction à plus grande échelle. Concernant en particulier le rapport entre stratégie de retrait et durabilité effective des avantages, le Conseil

conseille vivement à la direction de reconsidérer la recommandation formulée par IOE et de se pencher sur la question de savoir à quel stade les stratégies de retrait doivent être intégrées dans les projets appuyés par le FIDA. Sur la question de la fragilité, le Conseil recommande à IOE, lors de l'analyse de la performance des projets, de tenir compte de l'avis de la direction concernant la classification de la fragilité durant l'exécution et les zones de fragilité infranationales dans lesquelles le FIDA intervient. La direction précise que les critères d'évaluation de la performance des projets retenus dans le RIDE et le RARI sont généralement identiques, même si les deux optiques retenues diffèrent. Un nouvel accord d'harmonisation est à l'étude sur la base du Manuel de l'évaluation révisé élaboré par IOE, ce qui permettra d'harmoniser davantage les méthodes et processus d'évaluation indépendante et d'autoévaluation du FIDA.

44. Le Conseil félicite la direction pour l'amélioration de la performance dans le domaine de la concertation sur les politiques, de la gestion des savoirs et du renforcement des partenariats. Il met par ailleurs l'accent sur la nécessité de définir avec davantage de précision les moyens de mobiliser des ressources et d'intégrer les activités hors prêts, et d'établir dans le Cadre de mesure des résultats des indicateurs institutionnels au regard desquels évaluer la performance. Cela est conforme à la recommandation d'IOE visant à introduire des indicateurs et des cibles spécifiques et mesurables pour les activités hors prêts dans tous les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP).
45. Le Conseil avale le choix du thème d'apprentissage du RARI pour 2016 – la gestion des savoirs – et encourage vivement IOE à étendre ce thème à l'analyse des obstacles à l'internalisation et à l'utilisation des produits du savoir générés par les activités.
46. Concernant le RIDE, le Conseil salue les efforts déployés par la direction afin de renforcer l'attention portée dans le rapport aux points forts et aux points faibles ainsi qu'aux mesures à prendre pour y remédier, et afin d'inclure un point sur l'état d'avancement des engagements souscrits pour la période couverte par FIDA9. Le Conseil se réjouit de l'introduction d'un code couleur pour l'analyse de la performance, dans la mesure où cela permet de mieux illustrer l'action du FIDA. Il félicite également la direction pour l'augmentation constante du nombre de bénéficiaires des projets en cours d'exécution ainsi que du nombre d'agricultrices auxquelles le Fonds apporte son appui.
47. Le Conseil note la convergence de vues, dans le RIDE et dans le RARI, quant à la nécessité de redoubler d'efforts afin d'améliorer l'efficacité, la durabilité et la performance des gouvernements, et se félicite des mesures déjà prises par la direction en ce sens.
48. Il encourage par ailleurs la direction à introduire dans le Cadre de mesure des résultats des indicateurs spécifiques pour les activités hors prêts, comme la gestion des savoirs, et à en rendre compte dans le RIDE.
49. Le Conseil, notant qu'il s'agit de la dernière édition du RIDE pour la période couverte par FIDA9, dit espérer que le rapport de 2016 présentera une analyse exhaustive de l'ensemble de cette période ainsi qu'une analyse de la mise en œuvre des engagements pris au titre de FIDA10, notamment concernant la Coopération sud-sud et triangulaire.

#### F. Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et évaluation du programme de pays (points 7 et 5 c) de l'ordre du jour)

50. Le Conseil d'administration examine avec intérêt les COSOP pour le Paraguay et l'État plurinational de Bolivie. Conformément à la proposition visant à présenter au Conseil les évaluations de programme de pays (EPP) en même temps que les COSOP correspondants, l'EPP pour l'État plurinational de Bolivie est examinée dans le cadre de ce point de l'ordre du jour. Par ailleurs, le Conseil ayant demandé, à sa session d'avril 2013, qu'IOE présente des notes sur les COSOP pour lesquels des

EPP ont été réalisées, IOE présente également des observations sur le COSOP pour l'État plurinational de Bolivie.

i) Paraguay

51. Le Conseil d'administration est unanime dans son appréciation du COSOP axé sur les résultats pour le Paraguay (EB 2015/116/R.11) et des débats sur ce thème au cours du séminaire informel du 23 novembre 2015. Le représentant du Mexique au Conseil, représentant la Liste C, appuie fortement la proposition, et en particulier les objectifs stratégiques, les domaines prioritaires pour les opérations futures et l'intégration des enseignements tirés. Les représentants de l'Italie, des États-Unis, de l'Argentine, du Nigéria et de l'Espagne se déclarent également satisfaits du COSOP, et soulignent la stratégie de ciblage rationnelle concernant spécialement les jeunes, les femmes et les communautés autochtones. Le représentant de l'Espagne se félicite de l'évolution du mode de financement prévu par le plan d'entreprise, passant de transferts sous forme de dons à une formule reposant en partie sur des crédits, et émet l'opinion selon laquelle une stratégie de sortie doit être conçue pour ces plans d'entreprise. Dans sa réponse, le chargé de programme de pays explique que le programme de pays et la supervision du FIDA mettent tous deux particulièrement l'accent sur l'appui à la stabilité financière, environnementale et organisationnelle des plans d'entreprise. Le Représentant de l'Ambassade de la République du Paraguay à Rome se félicite du processus judicieux de consultation suivi dans la préparation du COSOP, confirme l'engagement du gouvernement en faveur de ce document, et remercie les représentants au Conseil d'administration pour leur appui.

ii) État plurinational de Bolivie

52. Le Conseil d'administration se félicite du COSOP axé sur les résultats pour l'État plurinational de Bolivie (EB 2015/116/R.12) et des débats enrichissants qui ont eu pour cadre le séminaire informel du 23 novembre 2015. La séance débute avec la présentation, par IOE, d'une synthèse de l'évaluation du programme de pays (EB 2015/116/R.8) et de l'accord conclusif signé en novembre 2014. Le représentant du Mexique, représentant la Liste C, salue les importants efforts déployés par l'État plurinational de Bolivie dans le domaine de la réduction de la pauvreté et souligne l'importante contribution du FIDA à ces efforts. Les représentants de l'Argentine, de l'Espagne, des États-Unis, de l'Italie et du Nigéria se déclarent également satisfaits du COSOP, soulignant la pertinence des objectifs stratégiques et les bonnes relations qui existent, dans le pays, entre les organismes ayant leur siège à Rome. Ils demandent des précisions sur la réserve de projets pour la période couverte par le COSOP, sur les enseignements tirés de l'expérience précédente, et sur la participation du FIDA au groupe de donateurs internationaux. Ils demandent aussi des informations sur la stratégie de ciblage et sur l'inclusion, dans cette stratégie, des groupes les plus vulnérables, ainsi que sur les chiffres élevés de pauvreté dans le pays. Le Directeur de la Division Amérique latine et Caraïbes et le chargé de programme de pays apportent des réponses aux questions soulevées. Le représentant de l'Ambassade de l'État plurinational de Bolivie à Rome insiste sur l'utilité du COSOP et souligne que le gouvernement est résolu à en appuyer la mise en œuvre en étroite collaboration avec le FIDA.

G. Ressources disponibles pour engagement  
(point 8 de l'ordre du jour)

53. Le Conseil d'administration approuve le document EB 2015/116/R.13, qui autorise le Président du FIDA à conclure des accords pour les prêts et dons qui seront approuvés par le Conseil d'administration en 2016, jusqu'à concurrence de 896 millions d'USD.

H. Propositions de projet/programme présentées au Conseil d'administration (point 9 de l'ordre du jour)

54. Le Conseil d'administration, agissant à la fois en sa capacité d'organe directeur du FIDA et d'entité chargée de la supervision du Fonds fiduciaire du Programme

d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), selon le cas, examine et approuve les projets et programmes suivants:

a) Afrique de l'Ouest et du Centre

i) Bénin: Projet d'appui au développement du maraîchage

55. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2015/116/R.14 et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Bénin un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à seize millions huit cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (16 850 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Bénin un don d'un montant équivalant à trois cent cinquante-cinq mille droits de tirage spéciaux (355 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Bénin un don ASAP d'un montant équivalant à trois millions deux cent vingt mille droits de tirage spéciaux (3 220 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

ii) République démocratique du Congo: Projet d'appui au secteur agricole dans la Province du Nord-Kivu (PASA-KV)

56. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2015/116/R.15/Rev.1 et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République démocratique du Congo un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à douze millions cent mille droits de tirage spéciaux (12 100 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République démocratique du Congo un don d'un montant équivalant à douze millions cent mille droits de tirage spéciaux (12 100 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

b) Afrique orientale et australe

i) Malawi: Programme de développement de l'irrigation dans les zones rurales

57. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2015/116/R.16/Rev.1 et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Malawi un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à dix-neuf millions trois cent mille droits de tirage spéciaux (19 300 000 DTS) (approximativement 26,48 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Malawi un don au titre du CSD d'un montant équivalant à dix-neuf millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (19 350 000 DTS) (approximativement 26,54 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Malawi un don ASAP d'un montant équivalant à cinq millions cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (5 150 000 DTS) (approximativement 7,06 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

- ii) Mozambique: Financement supplémentaire pour le Programme de promotion des marchés ruraux (PROMER) – Mémoire du Président
58. Le Conseil d'administration examine la proposition figurant dans le document EB 2015/116/R.17 et adopte les résolutions suivantes:
- "DÉCIDE: que le Fonds accordera un financement supplémentaire à la République du Mozambique sous la forme d'un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à huit millions neuf cent quarante mille droits de tirage spéciaux (8 940 000 DTS) (équivalant à environ 12,5 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.
- DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera un financement supplémentaire à la République du Mozambique sous la forme d'un don au titre du CSD d'un montant équivalant à huit millions neuf cent quarante mille droits de tirage spéciaux (8 940 000 DTS) (équivalant à environ 12,5 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."
- iii) République-Unie de Tanzanie: Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo
59. Le Conseil d'administration examine la proposition figurant dans le document EB 2015/116/R.18/Rev.1 + Add.1 et adopte les résolutions suivantes:
- "DÉCIDE: que le Fonds fera à la République-Unie de Tanzanie un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à quarante millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (40 350 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.
- DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République-Unie de Tanzanie un don de l'ASAP d'un montant équivalant à sept millions cent vingt mille droits de tirage spéciaux (7 120 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."
- c) Asie et Pacifique
- i) Indonésie: Projet intégré de développement et de gestion participatifs de l'irrigation
60. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2015/116/R.19/Rev.1 et adopte les résolutions suivantes:
- "DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à quatre-vingt-treize millions cent cinquante mille euros (93 150 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.
- DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un don d'un montant équivalant à un million quatre cent dix mille euros (1 410 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."
- ii) Pakistan: Financement supplémentaire pour le Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab – Mémoire du Président
61. Le Conseil d'administration examine la proposition figurant dans le document EB 2015/116/R.40 et adopte la résolution suivante:
- "DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République islamique du Pakistan un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à sept millions deux cent quatre-vingt-dix mille droits de tirage spéciaux (7 290 000 DTS), qui

sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

62. Le Conseil d'administration approuve également la proposition de modifications apportées à l'accord de financement comme suit:

"L'accord de financement sera modifié afin de prendre en compte ce financement supplémentaire ainsi que le report d'un an de la date d'achèvement du projet. Ce financement complète le plan de financement initialement approuvé lors de la conception du projet et ne comporte aucune modification du projet en termes d'objectifs, de description, de zone d'intervention ou de groupe cible. Aucune nouvelle catégorie de dépenses ne sera créée dans la mesure où tous les fonds additionnels seront utilisés afin de renforcer l'appui aux activités du projet en cours d'exécution."

- iii) Sri Lanka: Projet de relance des petites plantations de thé et de caoutchouc

63. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2015/116/R.20/Rev.1 et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République socialiste démocratique de Sri Lanka un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à dix-huit mille quatre cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (18 450 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

- d) Amérique latine et Caraïbes

Argentine: Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR)<sup>2</sup>

64. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2015/116/R.41/Rev.1 et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République argentine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à vingt-deux millions huit cent cinquante mille euros (22 850 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République argentine un don d'un montant équivalant à trois cent dix mille euros (310 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

## I. Questions financières (point 10 de l'ordre du jour)

- a) Rapport du président du Comité d'audit sur la cent trente-huitième réunion

65. Le Conseil d'administration prend note du Rapport du président du Comité d'audit sur la cent trente-huitième réunion, tel qu'il figure dans le document EB 2015/116/R.22.

66. Le président du Comité d'audit rend compte au Conseil des délibérations tenues lors de la réunion. Concernant la révision éventuelle des conditions de prêt, le Conseil est informé que, en l'absence d'un consensus sur ce point au sein du Comité, la question de l'inscription, dans le programme de travail pour 2016, du point intitulé "Révision des conditions de prêt" à l'ordre du jour de la réunion de septembre du Comité sera tranchée lors de la cent trente-neuvième réunion, en mars 2016. Un avis juridique sur cette question sera fourni avant la réunion.

<sup>2</sup> Le Conseil d'administration approuve l'octroi d'un prêt et d'un don à l'Argentine pour lesquels les négociations n'avaient pas encore été conclues, sous réserve que celles-ci le soient dans un délai de six mois à compter de la date d'approbation par le Conseil et à la condition que toute modification importante des conditions présentées à la présente session soit portée à l'attention du Conseil lors d'une session successive.

- b) Examen annuel de l'Exposé de la Politique de placement du FIDA
67. La direction présente l'examen de l'Exposé de la Politique de placement du FIDA pour 2015 et résume les principaux changements apportés afin d'accroître le rendement du portefeuille tout en limitant l'augmentation des risques: introduction d'actions des marchés développés en tant que catégorie d'actifs admissibles, afin de diversifier le portefeuille et de ne pas le limiter aux titres à taux fixe et d'améliorer le rendement du portefeuille à long terme avec une augmentation limitée des risques; prêts de titres en tant qu'opérations de financement afin de créer une source modeste mais stable de revenu venant compléter le rendement du portefeuille; et définition du recours aux instruments dérivés proposés à des fins de couverture uniquement, afin d'améliorer la gestion de bilan et de protéger plus efficacement le portefeuille contre les risques.
68. Certains représentants, faisant référence à l'incidence négative que pourrait avoir le placement dans des actions éventuellement moins liquides que les catégories d'actifs admissibles existantes, encouragent la direction à tenir des consultations étroites avec le Comité d'audit et le Conseil d'administration avant d'apporter des modifications aux pratiques de placement.
69. Dans le même ordre d'idées, les représentants expriment le souhait que, à l'avenir, un rapport écrit leur soit présenté illustrant les différences entre les anciennes politiques et les politiques proposées.
70. Le Conseil accueille favorablement cet examen détaillé et approuve l'Exposé de la Politique de placement du FIDA, tel qu'il figure dans le document EB 2015/116/R.23.
- c) Rapport annuel de situation sur la facilité d'emprunt auprès de la banque de développement KfW
71. Le Conseil prend note du premier rapport annuel de situation sur la facilité d'emprunt auprès de la banque de développement KfW, tel qu'il figure dans le document EB 2015/116/R.24.
72. Les représentants de la Liste C invitent la direction à poursuivre le suivi des fonds mobilisés par le biais de ce mécanisme et à veiller à ce qu'ils puissent être utilisés en appui à tous les prêts octroyés par le FIDA.
73. Le représentant de l'Allemagne demande à la direction de tenir le Conseil régulièrement informé de la situation de cette facilité, notamment concernant la gestion et la performance du portefeuille d'actifs et de passifs. Quant à la proposition avancée par l'Allemagne, à savoir envisager la possibilité de mobiliser, en 2016, le solde de 100 millions d'EUR de la facilité KfW, la direction examinera différentes options en relation avec la mise en œuvre du Cadre d'emprunt pour FIDA10 et sollicitera l'approbation du Conseil pour utiliser ces ressources dans le cadre de FIDA10.
74. Un représentant rappelle que la direction s'est engagée à fournir une évaluation du respect de la condition de stabilité financière établie dans le cadre en réexécutant le modèle sur la base des nouveaux paramètres financiers, y compris les conditions de financement, durant le premier trimestre de 2016. La direction confirme que la modélisation financière sera exécutée à nouveau au début de 2016, tout en soulignant que la mise en œuvre de ce scénario suppose que les résultats financiers définitifs de FIDA9 sont solidement étayés.
- d) Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2016
75. Le Conseil d'administration examine et entérine le plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2016, tel qu'il figure dans le document EB 2015/116/R.25.

- e) République du Zimbabwe – Proposition de rééchelonnement de la dette et du règlement des arriérés
76. Le Conseil d'administration examine puis approuve la proposition de rééchelonnement de la dette de la République du Zimbabwe telle qu'elle figure dans le document EB 2015/116/R.26. Il s'agit là de la première étape cruciale du Fonds vers le recouvrement intégral d'un volume important de remboursements de prêts non réglés; cela permettra également au FIDA de recenser les possibilités de renouer avec le pays des relations dans le cadre de programmes de prêt. La proposition fait suite à un processus de consultation avec des représentants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), qui ont appuyé les efforts déployés afin de régler la question des arriérés.
77. Les représentants entérinent la proposition tout en formulant un certain nombre d'observations à cet égard:
- i) Le représentant de l'Italie signale que le statut de créancier privilégié du FIDA fera l'objet d'un examen de plus en plus scrupuleux dans la mesure où le Fonds envisage d'emprunter davantage auprès d'institutions souveraines. Par ailleurs, il demande des précisions concernant la méthode utilisée pour le calcul de la valeur actuelle nette.
  - ii) Le représentant des États-Unis indique que l'appui de son pays en faveur de la proposition ne peut être interprété comme un aval de nouveaux projets du FIDA au Zimbabwe.
  - iii) Les représentants de la Liste C entérinent la proposition, tout en faisant remarquer que le Zimbabwe a besoin de l'appui des IFI pour mettre en place des programmes en vue d'atteindre les objectifs fixés dans son plan de développement.
  - iv) Vu le rôle de chef de file que jouerait le FIDA parmi d'autres créanciers internationaux et les risques éventuels encourus, les représentants proposent que la direction veille à ce qu'un processus constant de consultation et d'harmonisation avec d'autres IFI soit en place.
- f) Rapport sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA
78. Le Conseil examine le Rapport sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA, tel qu'il figure dans le document EB 2015/116/R.27, et prend note des informations qui y sont contenues. L'accent est notamment mis sur le fait que la dixième reconstitution est entrée en vigueur le 2 décembre 2015 vu que, à cette date, les instruments de contribution et les versements directs reçus représentaient 585,48 millions d'USD, soit 50,79% du total des annonces de contribution.
79. Le représentant du Koweït confirme l'engagement de son pays au titre de FIDA10 à hauteur de 15 millions d'USD. Il informe le Conseil de la récente création du Fonds de développement du Qatar, ce qui, dans un proche avenir, pourrait impliquer un engagement de la part de ce pays.
- J. Collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (point 11 de l'ordre du jour)
80. Le Conseil examine le document EB 2015/116/R.28 et son additif, présentés pour information et faisant suite à une demande formulée lors de la cent quinzième session du Conseil. Ce document propose une analyse de la nature de la collaboration entre les OSR ainsi que des informations sur l'éventail des activités menées conjointement par les OSR.
81. Les représentants accueillent favorablement le plan, qui constitue un document de référence offrant une vision de l'avenir, et observent que l'approbation des objectifs de développement durable et du Programme 2030 des Nations Unies sera pour les OSR l'occasion de renforcer sensiblement leur appui en faveur des pays en développement afin d'accroître l'aptitude de ces derniers à atteindre lesdits objectifs; d'où la nécessité d'une majeure collaboration.

82. Le Conseil encourage le FIDA à poursuivre sa collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial afin de recenser tout chevauchement, réel ou potentiel, dans la portée de leurs programmes respectifs, dans une optique de renforcement de la collaboration et de maximisation de l'impact de leurs activités. À cet égard, la direction met à nouveau l'accent sur le rôle que les organes directeurs des trois organisations pourraient jouer afin d'éviter, lorsque cela est manifestement le cas, toute répétition inutile d'activités. Le Conseil prend acte du fait que la collaboration entre les OSR est une responsabilité conjointe des organisations et des États membres.
83. Il demande que, en 2016, un document conjoint soit soumis à l'examen des organes directeurs respectifs des OSR et, à ce propos, que soit envisagée la possibilité d'organiser ensemble un séminaire informel afin de définir de quelle manière cette collaboration pourrait concourir à la mise en œuvre du Programme 2030. La direction annonce que le Groupe consultatif de haut niveau s'est déjà réuni et a identifié, pour 2016, des domaines prioritaires de collaboration des OSR sur la scène mondiale. Les OSR ont également recensé d'importantes manifestations mondiales dans le cadre desquelles elles peuvent collaborer – le G7, qui mettra l'accent sur l'agriculture, le G20 et la sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique. De plus, le Conseil est informé que le Groupe consultatif de haut niveau préparera un document conjoint qui sera présenté aux organes directeurs respectifs durant le quatrième trimestre de 2016, sur la base de la documentation existante.
- K. Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA en 2017-2018 (point 12 de l'ordre du jour)**
84. Le Conseil d'administration examine le document EB 2015/116/R.29. Conformément à la recommandation formulée par le Conseil à sa cent quinzième session, les critères retenus pour le choix des destinations des visites de pays ont été révisés de manière à ce que les propositions futures incluent un plus grand nombre de pays les moins avancés. À la lumière de ces nouveaux critères, la République démocratique du Congo et le Bangladesh sont retenus comme destinations pour les visites de pays que le Conseil d'administration effectuera en 2017 et 2018, respectivement.
- L. Rapport sur la modalité d'hébergement du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (la Convention) (point 13 de l'ordre du jour)**
85. Le Conseil d'administration accueille favorablement le rapport final figurant dans le document EB 2015/116/R.30 sur la modalité d'hébergement du Mécanisme mondial de la Convention, et approuve sa présentation à la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs.
- M. Rapport du président sur la deuxième réunion du Groupe de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance (point 14 de l'ordre du jour)**
86. Le Conseil d'administration prend note du Rapport du président sur la deuxième réunion du Groupe de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), tel qu'il figure dans le document EB 2015/116/R.31.
87. Il note en particulier que le Groupe de travail sur le SAFP a débattu avec IOE de l'évaluation au niveau de l'institution (ENI) du Système d'allocation fondé sur la performance du FIDA, sur la base des principaux éléments de l'évaluation. Il prend également acte du fait que, suite à la suggestion portant sur la nécessité de modifier le mandat établi en 2003, les membres du groupe de travail sont convenus de la pertinence du mandat actuel.
88. Pour finir, le Conseil est informé que le groupe de travail se réunira à nouveau une fois que l'ENI aura été portée à terme.

- N. Rapport de situation du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance (point 15 de l'ordre du jour)
89. Le Conseil prend note des informations que le président du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance a fournies oralement sur la réunion tenue le 15 décembre. Le rapport de situation, assorti d'une synthèse des délibérations, sera transmis aux représentants du Conseil en temps utile.
- O. Projet d'ordre du jour provisoire de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs (point 16 de l'ordre du jour)
90. Le Conseil d'administration examine le projet d'ordre du jour provisoire révisé de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs tel qu'il figure dans le document EB 2015/116/R.39, et l'approuve conformément à l'article 6 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs. Le Conseil note que l'ordre du jour tel qu'il l'a approuvé à sa cent quinzième session, en septembre 2015, a été revu afin d'inclure, à la demande du Bureau du groupe de travail, la présentation orale d'informations actualisées sur le Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance.
91. Les représentants sont informés que le thème central de la prochaine session du Conseil des gouverneurs sera "Investissement inclusif – Populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015". Une conférence-débat avec le secteur privé sur l'investissement inclusif, une table ronde des Gouverneurs, une conférence-débat sur le thème "Investissements innovants dans le développement rural" et une conférence seront organisées à cette occasion.
92. Les membres du Conseil notent en outre que le Conseil des gouverneurs élira pour les deux années à venir un nouveau bureau, composé d'un président et de deux vice-présidents. En conséquence, les noms des représentants proposés devront être communiqués au Bureau du Secrétaire au plus tard le 18 janvier 2016.
- P. Questions diverses (point 17 de l'ordre du jour)
- a) Établissement du Comité des émoluments
93. Le Conseil d'administration examine le document EB 2015/116/R.35 portant sur l'établissement du Comité des émoluments.
94. Après avoir examiné la requête formulée par l'un des représentants, à savoir approuver par le biais d'un vote par correspondance avant la quarantième session du Conseil des gouverneurs le rapport que le Comité devait établir, le Conseil décide de présenter tel quel le document EB 2015/116/R.35 à la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs. Le Secrétaire et le Conseiller juridique du FIDA sont néanmoins chargés de réfléchir à la façon de procéder concernant cette question, d'une manière aussi efficiente que possible et conformément aux meilleures pratiques en vigueur au sein des organisations internationales.
95. Enfin, les noms des représentants proposés devront être communiqués au Bureau du Secrétaire au plus tard le 18 janvier 2016.
- b) Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2017
96. Le Conseil d'administration accueille favorablement le document EB 2015/116/R.32 et approuve les dates ci-après proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2017:
- i) Cent vingtième session: mardi 11 et mercredi 12 avril
  - ii) Cent vingt et unième session mercredi 13 et jeudi 14 septembre; et
  - iii) Cent vingt-deuxième session mercredi 13 et jeudi 14 décembre 2017;

- c) Rapport sur les mesures et le plan de mise en œuvre pour accroître l'efficacité en appui à la gouvernance du FIDA
97. Le Conseil prend note des informations contenues dans le document EB 2015/116/R.33 sur les mesures et le plan de mise en œuvre pour accroître l'efficacité en appui à la gouvernance du FIDA.
98. Les représentants félicitent le Bureau du Secrétaire pour les mesures mises en place durant la période triennale, qui ont permis d'améliorer l'efficacité et de réduire tant le budget administratif du Bureau en 2015 – de 8,4 millions d'USD à 6,8 millions d'USD – que les effectifs (avec la suppression de 11 postes).
99. Le Conseil apprécie que des données chiffrées lui soient présentées concernant les économies réalisées en termes de coûts et autres, et demande si ce genre de données seront mises à disposition dans des domaines autres que la gouvernance. La direction précise que ce type d'informations a été fourni dans une brochure publiée en 2014, et que le prochain rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA) continuera à présenter des données chiffrées relatives à l'ENI sur l'efficacité du FIDA.
100. À la question de savoir si les organes subsidiaires sont habilités à décider de l'utilisation ou non des services d'interprétation, il est précisé qu'il en est ainsi des organes subsidiaires du Conseil d'administration ou du Conseil des gouverneurs, en fonction de leur composition.
- d) Informations actualisées sur les principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du FIDA
101. Des informations actualisées sont présentées oralement au Conseil d'administration sur les principes de conduite qu'il est proposé d'établir à l'intention des représentants au Conseil.
102. Conformément à la requête formulée par le Conseil à sa cent quinzième session, le Bureau du Secrétaire a approfondi cette question avec les Coordonnateurs et amis. Lors d'une réunion informelle à laquelle ont également pris part le Conseiller juridique et le représentant de l'Argentine en qualité de porte-parole de la Sous-Liste C3, il a été décidé que le représentant de l'Argentine travaillerait de concert avec le Coordonnateur de la Sous-Liste C3 à l'élaboration de propositions d'amendement du document présenté en septembre. Le Conseil prend note du fait que cette question sera réexaminée début 2016 d'une manière aussi participative que possible, l'objectif étant de présenter un projet de document au Conseil dans le courant de l'année.
- e) Journée de réflexion du Conseil d'administration en avril 2015 - suites données
103. Le Conseil d'administration examine les suites données à la journée de réflexion qu'il a tenue en avril 2015, telles qu'exposées dans le document EB 2015/116/R.34, et approuve la proposition selon laquelle la prochaine journée de réflexion se tiendra le 15 avril 2016, immédiatement après la cent dix-septième session du Conseil. Les représentants, satisfaits de la manière dont s'est déroulée cette journée, espèrent vivement que les journées de réflexion à venir seront elles aussi caractérisées par l'ouverture d'esprit et l'efficacité de l'organisation.
104. Le Conseil prend note des questions essentielles relatives aux politiques et aux stratégies qui sont illustrées dans le document, et rappelle que cette journée de réflexion avait été envisagée comme une occasion pour les représentants au Conseil d'administration de se réunir de manière informelle afin d'échanger des idées de façon plus rigoureuse et plus approfondie sur comment renforcer le Conseil face aux défis auxquels sera confronté le FIDA dans le cadre du programme pour l'après-2015. Le Conseil salue les efforts que le Bureau du Secrétaire a déployés, en étroite collaboration avec tous les représentants, afin d'améliorer l'efficacité, la transparence et l'ouverture grâce à l'élargissement du dialogue entre les listes et au

sein de celles-ci, ainsi qu'à la tenue de réunions informelles avec le Secrétaire du FIDA.

105. Le Conseil renouvelle la demande faite au Bureau du Secrétaire de présenter un plan d'action mettant à profit les discussions et les recommandations formulées à l'occasion de la journée de réflexion, et que celui-ci soit soumis à l'examen du Conseil par l'intermédiaire des Coordonnateurs et amis. Le plan fournirait aux représentants au Conseil des lignes directrices et garantirait la continuité lorsque la composition du Conseil vient à changer.
106. À l'issue de plus amples consultations au sein des listes, le Conseil demande que les points ci-après, proposés dans la déclaration conjointe de listes, ne figurent pas dans le plan d'action dans la mesure où ils n'ont pas fait l'objet d'un consensus lors de la journée de réflexion: i) lancement d'une invitation à l'Association du personnel du FIDA pour qu'elle participe au Conseil d'administration, une fois par an, afin de présenter son rapport; et ii) lancement d'une invitation à IOE pour qu'il participe aux journées de réflexion du Conseil d'administration.
107. En réponse à une question posée concernant la façon d'échanger des idées à propos de l'ordre du jour de la prochaine journée de réflexion ou du plan d'action, il est suggéré que cela se fasse par l'intermédiaire des Coordonnateurs et amis.
  - f) Compte rendu des résultats de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques
108. Le Conseil d'administration se félicite du compte rendu oral des résultats de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) qui s'est tenue récemment à Paris.
109. Comme cela est demandé, ce compte rendu sera mis à la disposition des représentants.
  - g) Informations actualisées sur le Sommet de 2015 des Nations Unies sur le développement durable
110. Le Conseil d'administration prend note des informations actualisées qui lui sont fournies sur le Sommet de 2015 des Nations Unies sur le développement durable.
  - h) Informations actualisées concernant la recherche de possibilités d'emprunt auprès d'entités souveraines et les négociations avec les prêteurs potentiels
111. La direction fournit oralement des informations actualisées concernant la recherche de possibilités d'emprunt auprès d'entités souveraines et les négociations avec les prêteurs potentiels, et informe le Conseil des facteurs qui détermineraient le volume de nouveaux emprunts durant la période couverte par FIDA10. Sur la base de l'objectif de reconstitution établi pour FIDA10, à savoir 1,353 milliard d'USD, on estime à environ 500 millions d'USD le recours à l'emprunt pour un programme de prêts et dons de 3,2 milliards d'USD, montant qui s'inscrit dans les limites établies dans le Cadre d'emprunt souverain.
112. Faisant référence à l'engagement pris dans le cadre de FIDA10 et figurant dans le document présenté durant la période intersessions, certains représentants soutiennent la thèse selon laquelle, sur la base du scénario actuel de 1,353 milliard d'USD de contributions de base, le FIDA ne pourrait emprunter un volume supérieur à 350 millions d'USD sans altérer la composition de son portefeuille entre conditions ordinaires et conditions favorables. La direction affirme que le modèle sera à nouveau exécuté en février 2016 et qu'un complément d'information sera présenté au Conseil en temps utile.

- i) Proposition visant à permettre à tous les États membres d'assister aux séminaires informels du Conseil d'administration
113. Le Conseil d'administration examine la proposition visant à permettre à tous les États membres du FIDA d'assister aux séminaires informels du Conseil d'administration afin de stimuler encore davantage les discussions fructueuses tenues lors de ces séminaires et de garantir une participation active.
114. Les représentants accueillent favorablement cette proposition, manière de promouvoir la participation, l'ouverture et la transparence. Il est décidé que le Bureau du Secrétaire présentera au Conseil un document sollicitant l'approbation par le biais d'un vote par correspondance durant la période intersessions, avant la session d'avril du Conseil d'administration.
- j) Tirer parti des bonnes pratiques: procédures relatives à l'élection du Président du FIDA
115. Après avoir introduit ce point, la représentante du Royaume-Uni invite le Conseil d'administration à étudier la possibilité de recommander au Conseil des gouverneurs un certain nombre d'améliorations à apporter aux procédures relatives à l'élection du Président du FIDA. La discussion entre les membres, qui touche des aspects variés, donne lieu à l'expression de points de vue divergents. Aucun consensus n'ayant été atteint sur la manière de procéder, il est décidé que le Conseil d'administration ne donnera pas suite à cette question, tout du moins pas avant l'élection du prochain Président.

#### Q. Clôture de la session

116. Le Président résume les travaux de la session et met en lumière les mesures et les décisions de fond prises par le Conseil d'administration. Il félicite les représentants au Conseil pour le nombre record de déclarations conjointes présentées par les listes, et applaudit à cette pratique qui reflète le type de complémentarité et de synergie qui a permis une plus grande efficacité dans les travaux du Conseil.
117. Le Président note que le Conseil souhaite que la prochaine journée de réflexion conjointe offre l'occasion d'examiner une version révisée du plan d'action informel, et félicite les présidents du Comité de l'évaluation et du Comité d'audit pour leurs rapports succincts, ainsi que les présidents des divers groupes de travail.
118. Le Président dit adieu à Mme Lee Eun Jeong, Conseillère et Représentante permanente suppléante de la République de Corée, et la remercie pour sa précieuse contribution en tant que représentante au Conseil depuis son accréditation en juillet 2014.
119. Le Président remercie les représentants au Conseil pour leurs orientations et leur appui, et souhaite à tous une heureuse nouvelle année.

#### IV. Documents présentés pour information

120. Les documents suivants sont présentés au Conseil d'administration pour information:
- Programme provisoire des activités de la trente-huitième session du Conseil des gouverneurs (EB 2015/116/R.36)
  - Rapports financiers régulièrement soumis au Conseil d'administration – Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre 2015 (EB 2015/116/R.37)
  - Mettre en œuvre le programme de reproduction à plus grande échelle du FIDA (EB 2015/116/R.38)

#### V. Informations fournies dans le cadre du principe d'adaptation à l'objectif visé

- Situation des arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service

- Rapport sur l'état des contributions à la neuvième reconstitution des ressources du FIDA
- Activités prévues au titre des programmes, projets et dons
- Liste des documents pour la cent seizième session du Conseil d'administration



## التنفيذي

Delegations at the 116<sup>th</sup> session of  
the Executive Board

Délégations à la cent seize session du  
Conseil d'administration

Delegaciones en el 116<sup>o</sup> período de  
sesiones de la Junta Ejecutiva

## ALGERIA

Nourdine LASMI  
Directeur de la maintenance et des moyens  
Ministère des finances  
Alger

Mohamed MELLAH  
Ministre Plénipotentiaire  
Représentant permanent suppléant de  
la République algérienne démocratique  
et populaire auprès des organisations  
spécialisées des Nations Unies  
Rome

Abdenmour GOUGAM  
Secrétaire des affaires étrangères  
Ambassade de la République  
algérienne  
Rome

## ANGOLA

Carlos Alberto AMARAL  
Ministre Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République d'Angola  
auprès du FIDA  
Rome

## ARGENTINA

Claudio Javier ROZENCWAIG  
Embajador  
Representante Permanente de  
la República Argentina ante  
la FAO, el FIDA y el PMA  
Roma

Nazareno Cruz MONTANI CAZABAT  
Secretario  
Representante Permanente Alterno  
de la República Argentina  
ante la FAO, el FIDA y el PMA  
Roma

## AUSTRIA

Seena GARCIA  
Advisor  
International Financial Institutions  
Federal Ministry of Finance  
Vienna

## BELGIUM

Guy BERINGHS  
Ministre Conseiller  
Représentant permanent adjoint de  
la Belgique auprès des organisations  
spécialisées des Nations Unies  
Rome

## BRAZIL

Rafael RANIERI  
General Coordinator of Relations  
with International Organizations  
Secretariat of International Affairs  
Ministry of Planning, Budget and  
Management  
Brasilia

## CANADA

Karen GARNER  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of Canada to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

Kai-Hsin HUNG  
Intern  
Permanent Representation  
of Canada to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

## CHINA

NIU Dun  
Ambassador  
Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

ZHANG Zhengwei  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## CHINA (cont'd)

DANG Libin  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## DENMARK

Vibeke Gram MORTENSEN  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative of  
the Kingdom of Denmark to IFAD  
Rome

Louise Kirstine SINDING  
Intern  
Multilateral Department  
The Royal Danish Embassy  
Rome

## DOMINICAN REPUBLIC

Mario ARVELO CAAMAÑO  
Embajador  
Representante Permanente de la  
República Dominicana ante  
el FIDA  
Roma

Rawell TAVERAS ARBAJE  
Consejero  
Representante Permanente Alterno  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

Diana Infante QUIÑONES  
Consejera  
Representante Permanente Alternas  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

## EGYPT

Abdelbaset Ahmed Aly SHALABY  
Agricultural Counsellor  
Deputy Permanent Representative of  
the Arab Republic of Egypt to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Khaled M. S. H. EL TAWEEL  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Arab Republic of Egypt  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## FRANCE

Martin LANDAIS  
Conseiller économique  
Adjoint au Chef du service économique régional  
Ambassade de France  
Rome

Donatienne HISSARD  
Conseillère  
Représentante permanente adjointe  
de la République française  
auprès de l'OAA, PAM et FIDA  
Rome

## GERMANY

Hinrich THÖLKEN  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
Federal Republic of Germany to FAO and  
the other International Organizations  
Rome

Otmar GREIFF  
Minister Counsellor  
Alternate Permanent Representative of  
the Federal Republic of Germany to FAO and  
the other International Organizations  
Rome

Christina FROSCHAUER  
Intern  
Permanent Representation of the  
Federal Republic of Germany to FAO and  
the other International Organizations  
Rome

## INDIA

Raj KUMAR  
Joint Secretary  
Department of Economic Affairs  
Ministry of Finance  
New Delhi

Vimlendra SHARAN  
Minister (Agriculture)  
Alternate Permanent Representative of the  
Republic of India to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

## INDONESIA

Hari PRIYONO  
Secretary-General  
Ministry of Agriculture  
Jakarta

Des ALWI  
Minister  
Deputy Chief of Mission  
Deputy Permanent Representative  
of the Republic of Indonesia to IFAD  
Rome

Fathan RASYID  
Director/Head of the Agriculture  
Extension Centre  
Ministry of Agriculture  
Jakarta

Sagung Mirah Ratna DEWI  
Deputy Director for International Cooperation  
Ministry of Agriculture  
Jakarta

Ali M. SUNGKAR  
Deputy Director for Economic  
Development and Environment  
Ministry of Foreign Affairs  
Jakarta

Yusral TAHIR  
Agricultural Attaché  
Embassy of the Republic  
of Indonesia  
Rome

## INDONESIA (cont'd)

Royhan WAHAB  
First Secretary  
Embassy of the Republic  
of Indonesia  
Rome

Vivi FERIANY  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Indonesia  
to IFAD  
Rome

Diding HARDEDI  
Staff of the Agriculture  
Extension Centre  
Ministry of Agriculture  
Jakarta

Lesthio WIBOWO  
Staff  
Directorate of Economic Development  
and Environment  
Ministry of Foreign Affairs  
Jakarta

## IRELAND

Earnán O'CLÉIRIGH  
Senior Development Specialist/Policy Lead  
Inclusive Economic Growth Policy Team  
Development Co-operation  
Directorate (Irish Aid)  
Department of Foreign Affairs  
and Trade  
Limerick

## ITALY

Adolfo DI CARLUCCIO  
Executive Board Representative  
of IFAD for Italy  
Director OECD Affairs  
and Financial Markets (Office VII)  
Department of the Treasury  
Ministry of Economy and Finance  
Rome

## ITALY (cont'd)

Stefania BAZZONI  
Director  
Service in charge of Multilateral  
Development Banks (Office X)  
Directorate General for International  
Financial Relations (Directorate III)  
Department of the Treasury  
Ministry of Economy and Finance  
Rome

Valentina MUIESAN  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Italian Republic to IFAD  
Rome

Lucia PETTINARI  
Intern  
Permanent Representation of the  
Italian Republic to the  
United Nations Agencies  
Rome

## JAPAN

Osamu KUBOTA  
Minister Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of Japan to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

## KENYA

Fabian MU YA  
Agricultural Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Kenya to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## KUWAIT

Yousef Ghazi AL-BADER  
Regional Manager for Central  
Asian and European Countries  
Operations Department  
Kuwait Fund for Arab  
Economic Development  
Kuwait City

## KUWAIT (cont'd)

Qais Abdullah ALJOAN  
Adviser  
Kuwait Fund for Arab  
Economic Development  
Kuwait City

Yousef JHAIL  
Counsellor  
Permanent Representative  
of the State of Kuwait  
to FAO  
Rome

Salah Al BAZZAZ  
Technical Adviser  
Embassy of the State  
of Kuwait  
Rome

## LIBERIA

Mohammed S.L. SHERIFF  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Representative of the  
Republic of Liberia to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

A. Haruna-Rashid KROMAH  
Secretary  
Embassy of the Republic  
of Liberia  
Rome

## MEXICO

Perla CARVALHO  
Embajadora  
Representante Permanente Alternativa  
de los Estados Unidos Mexicanos  
ante el FIDA  
Roma

Benito JIMÉNEZ SAUMA  
Segundo Secretario  
Representante Permanente Alternativo  
de los Estados Unidos Mexicanos  
ante el FIDA  
Roma

## NETHERLANDS

Wierish RAMSOEKH  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the Kingdom of the Netherlands  
to the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture  
Rome

Gerda VERBURG  
Ambassador  
Permanent Representative  
of the Kingdom of the Netherlands  
to the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture  
Rome

Hans RAADSCHILDERS  
Policy Advisor  
International Financial Institutions Division  
Multilateral Organizations and  
Human Rights Department  
Ministry of Foreign Affairs  
The Hague

## NIGERIA

Yaya O. OLANIRAN  
Minister  
Permanent Representative of the  
Federal Republic of Nigeria  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## NORWAY

Inge NORDANG  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
Kingdom of Norway to IFAD  
Rome

Margot SKARPETEIG  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative of  
the Kingdom of Norway to IFAD  
Rome

Helle SANDEN  
Intern  
Royal Norwegian Embassy  
Rome

## PAKISTAN

Ishtiaq Ahmed AKIL  
Counsellor  
Deputy Head of Mission  
Alternate Permanent Representative  
of the Islamic Republic of Pakistan  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## QATAR

Akeel HATOOR  
Adviser  
Embassy of the State of Qatar  
Rome

## REPUBLIC OF KOREA

LEE Eun Jeong  
Counsellor (Agricultural Attaché)  
Alternate Permanent Representative of the  
Republic of Korea to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

## SAUDI ARABIA

Bandar bin Abdel Mohsin AL-SHALHOOB  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Representative of the  
Kingdom of Saudi Arabia to FAO  
Rome

Suliman ALSAWI  
Director General  
International Cooperation Department  
Ministry of Agriculture  
Riyadh

Salah bin AbdelRazaq AL KHODER  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Kingdom of Saudi Arabia  
to FAO  
Rome

## SPAIN

Juan Claudio DE RAMÓN JACOB-ERNEST  
Primer Secretario  
Embajada de España  
Roma

María ABAD ZAPATERO  
Técnico Superior Experto en Cooperación  
Departamento de la Oficina del  
Fondo para la Promoción  
del Desarrollo (FONPRODE) y  
de la Cooperación Financiera  
Agencia Española de Cooperación  
Internacional para el Desarrollo (AECID)  
Ministerio de Asuntos Exteriores  
Madrid

## SWEDEN

Victoria JACOBSSON  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of Sweden to IFAD  
Rome

Margaretha ARNESSON-CIOTTI  
Programme Officer  
Embassy of Sweden  
Rome

## SWITZERLAND

Liliane ORTEGA  
Conseillère  
Représentante permanente adjointe  
de la Confédération suisse auprès  
de la FAO, du FIDA et du PAM  
Rome

Dimka STANTCHEV SKEIE  
Chargée de programme  
Section Programme global sécurité alimentaire  
Direction du développement et de la coopération  
(DDC)  
Département fédéral des affaires étrangères  
Berne

## UNITED ARAB EMIRATES

Yousuf Mohammed BIN HAJAR  
Deputy Director  
International Financial Relations Department  
Ministry of Finance  
Abu Dhabi

## UNITED KINGDOM

Elizabeth NASSKAU  
First Secretary  
Acting Permanent Representative of  
the United Kingdom of Great Britain and  
Northern Ireland to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

Lorenzo De SANTIS  
Multilateral Policy Officer  
Permanent Representation of the  
United Kingdom of Great Britain and  
Northern Ireland to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

Chiara SEGRADO  
Deputy Permanent Representative of the  
United Kingdom of Great Britain and  
Northern Ireland to WFP  
Rome

## UNITED STATES

John HURLEY  
Director  
Office of Debt and  
Development Policy  
Department of the Treasury  
Washington, D.C.

Nicholas STRYCHACZ  
International Economist  
Office of International Development  
and Debt Policy  
Department of the Treasury  
Washington, D.C.

Fabrizio MOSCATELLI  
Advisor  
United States Mission to the  
United Nations Agencies for  
Food and Agriculture  
Rome

## VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)

Elías Rafael ELJURI ABRAHAM  
Embajador  
Representante Permanente de  
la República Bolivariana de Venezuela  
ante la FAO y demás Organismos  
de las Naciones Unidas  
Roma

## المراقبون

OBSERVERS  
OBSERVATEURS  
OBSERVADORES

### COSOP DELIBERATIONS<sup>3</sup>

#### BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF)

Roxana OLLER CATOIRA  
Segundo Secretario  
Representante Permanente Alterno  
del Estado Plurinacional de Bolivia  
ante el FIDA  
Roma

#### PARAGUAY

Mirko SOTO SAPRIZA  
Consejero  
Representante Permanente Alterno  
de la República del Paraguay ante los  
Organismos de la Naciones Unidas  
Roma

---

<sup>3</sup> Pursuant to document EB 2002/77/R.12: Procedure for the Review of Country Strategic Opportunities Papers (COSOPS) by the Executive Board. Paragraph 15 (2) Process.

## Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa cent seizième session

Cote du document	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2015/116/R.1/Rev.1	2	Ordre du jour provisoire
EB 2015/116/R.1/Rev.1/Add.1/Rev.1	2	Calendrier de travail de la session
EB 2015/116/R.2 + Add.1	3	Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2016; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2016 et plan indicatif pour 2017-2018 d'IOE; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAFF
EB 2015/116/R.3	3	Rapport du Comité d'audit sur le programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2016, et programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2016 et plan indicatif pour 2017-2018 d'IOE
EB 2015/116/R.4 + C.R.P.1	4	Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 – Favoriser une transformation inclusive et durable du monde rural
EB 2015/116/R.5	5 a) i)	Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la quatre-vingt-neuvième session
EB 2015/116/R.6	5 a) ii)	Procès-verbal de la quatre-vingt-dixième session du Comité de l'évaluation
EB 2015/116/R.7	5 b)	Révision de la Politique de l'évaluation au FIDA
EB 2015/116/R.8	5 c)	État plurinational de Bolivie: Évaluation du programme de pays
EB 2015/116/R.9 + Add.1	5 d)	Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA évaluées en 2014
EB 2015/116/R.10 + Add.1	6	Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement
EB 2015/116/R.11	7 i)	République du Paraguay: Programme d'options stratégiques pour le pays
EB 2015/116/R.12 + Add.1	7 ii)	État plurinational de Bolivie: Programme d'options stratégiques pour le pays
EB 2015/116/R.13	8	Ressources disponibles pour engagement

EB 2015/116/R.14	9 a) i)	Bénin: Projet d'appui au développement du maraîchage
EB 2015/116/R.15 + Add.1 + Sup.1 <sup>4</sup>	9 a) ii)	République démocratique du Congo: Projet d'appui au secteur agricole dans la Province du Nord-Kivu (PASA-NK)
EB 2015/116/R.16 + Add.1 + Sup.1 <sup>5</sup>	9 b) i)	Malawi: Programme de développement de l'irrigation dans les zones rurales
EB 2015/116/R.17	9 b) ii)	Mozambique: Mémoire du Président: Programme de promotion des marchés ruraux (PROMER) – financement supplémentaire
EB 2015/116/R.18 + Add.1 + Sup.1 <sup>5</sup>	9 b) iii)	République-Unie de Tanzanie: Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo
EB 2015/116/R.19 + Add.1 + Sup.1 <sup>5</sup>	9 c) i)	Indonésie: Projet intégré de développement et de gestion participatifs de l'irrigation
EB 2015/116/R.40	9 c) ii)	République islamique du Pakistan Mémoire du Président: Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab – financement supplémentaire
EB 2015/116/R.20 + Add.1 + Sup.1 <sup>5</sup>	9 c) iii)	Sri Lanka: Projet de relance des petites plantations de thé et de caoutchouc
EB 2015/116/R.41 + Add.1	9 d)	Argentine: Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR)
EB 2015/116/R.22	10 a)	Rapport du président du Comité d'audit sur la cent trente-huitième réunion
EB 2015/116/R.23 + Add.1	10 b)	Exposé de la Politique de placement du FIDA
EB 2015/116/R.24	10 c)	Rapport sur la facilité d'emprunt auprès de la banque de développement KfW
EB 2015/116/R.25	10 d)	Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2016
EB 2015/116/R.26	10 e)	République du Zimbabwe: Proposition de rééchelonnement de la dette et du règlement des arriérés
EB 2015/116/R.27	10 f)	Rapport sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2015/116/R.28 + Corr.1 <sup>4</sup> + Add.1	11	Collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome: établir une base de référence et définir les

---

<sup>4</sup> En français seulement.

<sup>5</sup> En anglais seulement.

		prochaines étapes
EB 2015/116/R.29	12	Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA pour 2017 et 2018
EB 2015/116/R.30	13	Rapport final sur la fonction du FIDA en tant qu'organisme d'accueil du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
EB 2015/116/R.31	14	Rapport du président sur la deuxième réunion du Groupe de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance
EB 2015/116/R.39	16	Projet d'ordre du jour provisoire de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs
EB 2015/116/R.35	17 a)	Établissement du Comité des émoluments
EB 2015/116/R.32/Rev.1	17 b)	Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2017
EB 2015/116/R.33	17 c)	Rapport sur les mesures et le plan de mise en œuvre pour accroître l'efficacité en appui à la gouvernance du FIDA
EB 2015/116/R.34	17 e)	Journée de réflexion du Conseil d'administration en avril 2015: suites données
Documents présentés pour information		
EB 2015/116/R.36	18	Programme provisoire des activités de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs
EB 2015/116/R.37	19	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2015
EB 2015/116/R.38	20	Mettre en œuvre le programme de reproduction à plus grande échelle du FIDA
Principe d'adaptation à l'objectif visé		
EB 2015 FFP8		Rapport de situation sur les arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service
EB 2015 FFP9		Rapport sur l'état des contributions à la neuvième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2015 FFP10		Activités prévues au titre des programmes, projets et dons
EB 2015 FFP11 <sup>6</sup>		Liste des documents pour la cent seizième session du Conseil d'administration

---

<sup>6</sup> En anglais seulement.

## Notes d'information

EB 2015/116/INF.1	Arrangements pour la cent seizième session du Conseil d'administration
EB 2015/116/INF.2	Rapport sur la signature du deuxième accord de prêt individuel au titre de l'accord-cadre conclu avec la banque de développement KfW
EB 2015/116/INF.3	Note d'information: Dégager des ressources pour le Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie en vue d'élargir le Programme de gestion participative des ressources naturelles
EB 2015/116/INF.4	Initiative du FIDA pour intégrer l'innovation – Dixième rapport de situation sur la phase principale
EB 2015/116/INF.5	Intégration de l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels au FIDA – Plan d'action 2016-2018
EB 2015/116/INF.6	Mémorandum d'accord entre le Fonds international de développement agricole et la Société andine de développement
EB 2015/116/INF.7	Protocole d'entente entre l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) et la communauté des donateurs

Cote du document:	<u>EB 2015/116/R.1/Rev.2</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>2</u>
Date:	<u>16 décembre 2015</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Investir dans les populations rurales

Ordre du jour

## Ordre du jour

### I. Points de l'ordre du jour pour approbation, examen et/ou confirmation<sup>1</sup>

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour [A]

Par souci de clarté, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil sera assignée à chaque point de l'ordre du jour, à savoir:

[A] = pour approbation  
[E] = pour examen  
[C] = pour confirmation  
[I] = pour information
3. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2016; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2016 et plan indicatif pour 2017-2018 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTTE et le SAFFP [A]
4. Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 - Favoriser la transformation durable et sans exclusive du monde rural [A]
5. Évaluation
  - i) Rapports du président du Comité de l'évaluation [E]
    - i) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la quatre-vingt-neuvième session
    - ii) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la quatre-vingt-dixième session
  - ii) Révision de la Politique de l'évaluation au FIDA [A]
  - iii) Évaluation de programme de pays: État plurinational de Bolivie [E]
  - iv) Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) [E]
6. Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) [E]
7. Programmes d'options stratégiques par pays (COSOP) [E]
  - i) Paraguay
  - ii) État plurinational de Bolivie
8. Ressources disponibles pour engagement [A]
9. Propositions de projet/programme soumises à l'attention du Conseil d'administration [A]
  - a) Afrique de l'Ouest et du Centre
    - i) Bénin: Projet d'appui au développement de l'horticulture
    - ii) République démocratique du Congo: Projet d'appui à l'agriculture dans le Nord-Kivu

---

<sup>1</sup> Cette section comprend en outre un certain nombre de points présentés pour information, qui seront examinés durant la session du Conseil d'administration.

- b) Afrique orientale et australe
    - i) Malawi: Programme de développement de l'irrigation dans les zones rurales
    - ii) Mozambique: Mémoire du Président: Programme de promotion des marchés ruraux (PROMER) - financement supplémentaire
    - iii) République-Unie de Tanzanie: Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo
  - c) Asie et Pacifique
    - i) Indonésie: Projet intégré de développement et de gestion participatifs de l'irrigation
    - ii) République islamique du Pakistan: Mémoire du Président: Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab – financement supplémentaire
    - iii) Sri Lanka: Projet de relance des petites plantations de thé et de caoutchouc
  - d) Amérique latine et Caraïbes
    - Argentine: Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR)
10. Questions financières
- a) Rapport du président du Comité d'audit sur la cent trente-huitième réunion [E]
  - b) Examen annuel de l'exposé de la politique de placement du FIDA [A]
  - c) Rapport de situation annuel sur la facilité de la Banque de développement KfW [I]
  - d) Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2016 [C]
  - e) République du Zimbabwe: Proposition de rééchelonnement de la dette et du règlement des arriérés [A]
  - f) Rapport sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA [I]
11. Collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome [I]
12. Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA pour 2017-2018 [A]
13. Rapport sur la fonction du FIDA en tant qu'organisme d'accueil du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification [A]
14. Rapport du président sur la deuxième réunion du Groupe de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance [E]
15. Rapport de situation du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance [I]
16. Version révisée de l'ordre du jour provisoire de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs [A]
17. Questions diverses
- a) Établissement du Comité des émoluments [A]
  - b) Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2017 [A]
  - c) Rapport sur les mesures et plan de mise en œuvre pour accroître l'efficacité en appui à la gouvernance du FIDA [I]

- d) Informations actualisées sur les principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du FIDA [I]
- e) Journée de réflexion du Conseil d'administration en avril 2015: suivi [A]
- f) Compte-rendu des résultats de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) [I]
- g) Informations actualisées sur le Sommet 2015 des Nations Unies sur le développement durable [I]
- h) Informations actualisées concernant la recherche de possibilités d'emprunt auprès d'entités souveraines et les négociations avec les prêteurs potentiels [I]
- i) Proposition visant à permettre à tous les États membres d'assister aux séminaires informels du Conseil d'administration [A]
- j) Tirer parti des bonnes pratiques: procédures relatives à l'élection du Président du FIDA [I]

---

## II. Documents présentés pour information [I]

Les documents présentés pour information ne sont discutés durant une session du Conseil que si la direction l'estime nécessaire ou si l'un des représentants au Conseil le demande expressément. Ces requêtes doivent être transmises par écrit au Secrétaire du FIDA trois semaines avant la session du Conseil.

Le calendrier de travail, qui ne comprend que les points de l'ordre du jour à discuter durant la session du Conseil (à savoir les points présentés pour approbation, examen ou confirmation et les documents présentés pour information lorsque le Conseil a reçu une demande écrite en ce sens), est mis en ligne sur le site web du FIDA deux semaines avant la session.

- 18. Programme provisoire des activités de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs
- 19. Rapports financiers régulièrement soumis au Conseil d'administration: Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2015
- 20. Mise en œuvre du programme du FIDA en matière de reproduction à plus grande échelle

---

## III. Informations fournies dans le cadre du principe d'adaptation à l'objectif visé

Conformément au principe d'adaptation à l'objectif visé (approche sur mesure), approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2013 (EB 2013/110/R.4), des informations actualisées seront mises à disposition sur le site web du FIDA et sur la plateforme interactive réservée aux États membres concernant:

- 21. Situation des arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service
  - 22. Rapport sur l'état des contributions à la neuvième reconstitution des ressources du FIDA
  - 23. Activités prévues au titre des projets/programmes et des dons
  - 24. Liste des documents pour la cent seizième session du Conseil d'administration
-

#### IV. Notes d'information

- a) Arrangements pour la cent seizième session du Conseil d'administration
- b) Initiative du FIDA pour intégrer l'innovation – dixième rapport de situation sur la phase principale
- c) Intégration d'une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels au FIDA - Plan d'action pour 2016-2018
- d) Rapport sur la signature du deuxième accord de prêt individuel conclu au titre de l'accord-cadre avec KfW
- e) Mobilisation de ressources en faveur du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie afin d'amplifier le Programme de gestion participative des ressources naturelles
- f) Accord-cadre de coopération entre le Fonds international de développement agricole et la Société andine de développement
- g) Mémoire d'accord entre l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) et la communauté des donateurs